

Quelle erreur a donc commise le ministre des Finances? Il n'a pas vu une vérité toute simple qui lui sautait aux yeux dans ses propres documents budgétaires, à savoir qu'il est possible d'atténuer le problème fiscal sans pour autant résorber sensiblement le chômage. On peut donc s'attaquer au problème fiscal—et laissez-moi vous dire, honorables sénateurs, qu'il faut s'y attaquer de toute urgence—mais il ne s'ensuit pas nécessairement que l'on réglera du même coup le problème du chômage ou les maux de l'économie.

Je voudrais vous faire part de quelques réflexions et déductions logiques. Le ministre nous a présenté son plan pour la réduction du déficit. Pour l'année dernière, le déficit est tout juste inférieur à 36 milliards de dollars, comme nous l'a dit le sénateur Doody et comme nous pouvons le déduire nous-mêmes. Cette année, le déficit est de 33.8 milliards et l'année prochaine, il sera de 32.7 milliards.

Je vous prie de remarquer, honorables sénateurs, qu'en dépit de ce que le ministre des Finances a qualifié de «déficit inacceptable», de «déplorable héritage du parti libéral» et de «déficit démesurément gonflé», la croissance économique au Canada a atteint 4.7 p. 100 en 1984, ce qui est impressionnant. Le déficit important s'accompagnait d'une croissance sensible et spectaculaire de l'économie en 1984.

Pour cette année, malgré la baisse du déficit, la croissance sera inférieure à celle enregistrée en 1984, se chiffrant à 3.1 p. 100. En 1986, le déficit sera réduit davantage, et la croissance sera d'environ 2.5 p. 100.

Ce sont les chiffres qui figurent dans les documents budgétaires du ministre des Finances. Pour ces trois ans, il y a au moins un fait à souligner; le déficit est réduit, mais le taux de croissance économique aussi.

Je suis certain que beaucoup d'honorables sénateurs se disent en eux-mêmes que quelque chose ne tourne pas rond, puisqu'on a toujours pensé que la solution au problème économique consistait à diminuer le déficit en stimulant la croissance. En 1984, avec ce terrible déficit libéral, la croissance était de 4.7 p. 100, et maintenant que le déficit diminue, il y a une faille. La faille, c'est qu'on peut réussir à diminuer le déficit et à régler le problème financier sans augmenter la croissance économique ni créer d'emplois.

A la fin de 1986, il y aura plus de deux ans que le gouvernement conservateur est au pouvoir. Pour cette deuxième année complète, le taux de croissance sera inférieur de près de 50 p. 100 à ce qu'il était en 1984. Si c'est le déficit qui entrave la création d'emplois, comment se fait-il que les emplois et la croissance ne suivent pas plus rapidement au fur et à mesure que diminue le déficit.

J'ai parlé du taux de croissance de l'économie, mais que dire du chômage? En réalité, d'après les prévisions du ministre, alors que le gouvernement aura été au pouvoir pendant plus de deux ans, après des compressions budgétaires sauvages et insensées, après... j'allais dire après les grandes déclarations faites par le premier ministre aux conférences économiques et après des tas de séances de photo... après ces merveilleuses compressions budgétaires et ces augmentations d'impôt annoncées au cours de ces deux années complètes où l'on se sera

serré la ceinture, le ministre des Finances nous dit que le taux de chômage sera supérieur à 10 p. 100 à la fin de 1986. Pourquoi?

En avril de cette année, il y avait environ 1.4 million de chômeurs au Canada. A la fin de 1986, après deux années complètes d'exercice du pouvoir par les conservateurs, avec la croissance de la population active et avec le taux de chômage de 10.3 p. 100 prévu par le ministre des Finances pour la fin de 1986, il y aura en tout 1,330,000 Canadiens en chômage. D'après ces documents, nous aurons donc encore 1,330,000 chômeurs à la fin de 1986.

C'est un tout petit peu mieux que la situation actuelle.

Quel est le but d'une politique économique et financière qui n'entraînera pratiquement aucun changement du nombre de chômeurs à la fin de 1986 par rapport au nombre actuel?

Ce n'est pas tout, honorables sénateurs. D'après un des scénarios plausibles du ministre, le taux de chômage sera encore de 10 p. 100 non seulement à la fin de 1986, mais à la fin de la décennie, en 1990.

Pourquoi le ministre continue-t-il de se moquer de nous en affirmant que les mesures qu'il prend pour diminuer le déficit vont inévitablement se traduire par une relance de la croissance et par la création d'emplois? Ses propres documents budgétaires contredisent cette affirmation.

Je crois qu'il importe de poser un certain nombre de questions embêtantes. Comment, avec son idéologie, explique-t-il que le taux de croissance ait été de 4.6 p. 100 en 1984, alors que le montant du déficit était inacceptable? Le ministre nous dit que le nouveau gouvernement a créé 200,000 emplois. Comment est-ce compatible avec ce déficit catastrophique? Comment peut-on, étant donné ce terrible déficit qui nous menace, ce redoutable héritage du parti libéral, avoir une croissance économique de ce genre? Il pourrait peut-être nous expliquer pourquoi c'est possible et pourquoi, alors qu'il réduit le déficit, le taux de la croissance économique baisse au Canada. Il pourrait peut-être, ou quelqu'un pourrait le faire en son nom, nous expliquer pourquoi, en dépit de ses efforts surhumains, nous aboutirons avec un taux de chômage de 10.3 p. 100 à la fin de 1986, selon tous les documents budgétaires.

● (2230)

Honorables sénateurs, n'empêche qu'en 1984, nous avons connu une forte croissance économique en dépit du déficit, grâce aux stocks accumulés et à une vigoureuse croissance des exportations. Le déficit n'a pas freiné la croissance, car les stocks augmentaient et le marché des exportations était vigoureux. De toute évidence, ces facteurs ont neutralisé toute incidence néfaste qu'aurait pu avoir l'ampleur du déficit.

Pourquoi un ralentissement est-il prévu en 1986 en dépit de la réduction du déficit? C'est que la réduction du déficit ne pourra pas compenser le ralentissement économique prévu aux États-Unis, d'après les documents budgétaires, et ne compensera pas les taux d'intérêt qui demeureront élevés aux États-Unis, également selon les documents budgétaires. A mon avis, le ministre s'engage sur un terrain glissant en accordant tant de créance à son simple théorème selon lequel des déficits réduits vont amorcer la relance économique.